

# Les prestations familiales

## Statistiques 1998





# **LES PRESTATIONS FAMILIALES**

**Statistiques 1998**

**Publication interne**

Régie des rentes du Québec  
**Direction de l'évaluation  
et de la révision**

# **LES PRESTATIONS FAMILIALES – STATISTIQUES 1998**

**Février 2000**

## **Direction de la publication**

Denis Latulippe

## **Rédaction et traitement informatique**

Chantale Thibault

## **Coordination**

Nathalie Madore

Ont collaboré à la réalisation de cette publication :

Danièle Boivin au montage des tableaux et à la coordination technique ainsi que Hélène Hurtubise et Carmen Turcotte à la révision.

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Internet de la Régie : <http://www.rrq.gouv.qc.ca>.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser à :

Direction de l'évaluation et de la révision

Régie des rentes du Québec

Case postale 5200

Québec G1K 7S9

Téléphone : (418) 657-8732, poste 3936

ISBN : 2-550-35691-8

ISSN : 1488-5999

**Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000**

## AVANT-PROPOS

La Régie des rentes du Québec vous présente sa publication annuelle *Les prestations familiales – Statistiques 1998*.

Cette publication, réalisée par la Direction de l'évaluation et de la révision, trace un portrait de la situation des familles bénéficiaires de l'allocation familiale du Québec et de leurs enfants. Ce portrait découle des données statistiques relatives à la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* ainsi qu'à la *Loi sur les prestations familiales*.

La version 1998 de cette publication a été entièrement revue à la suite des changements apportés en 1997 au programme d'allocations familiales. Elle propose une nouvelle présentation ainsi que de nouveaux tableaux adaptés à ces changements. Chacune des sections comporte un énoncé des conditions d'attribution de l'allocation ainsi que de son mode de versement. De plus, une brève analyse permettant de faire ressortir les éléments d'un intérêt plus particulier accompagne certains tableaux.

Ce document est divisé en cinq sections. La première traite brièvement de l'historique et de l'administration des allocations familiales. La deuxième présente une vue d'ensemble des types d'allocations administrées par la Régie. La troisième porte tout particulièrement sur l'allocation familiale alors que la quatrième traite de l'allocation pour enfant handicapé. Enfin, la cinquième section présente un bref aperçu statistique de l'allocation à la naissance.

*Les prestations familiales – Statistiques 1998* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé pour mieux connaître les caractéristiques des familles et des enfants bénéficiaires de l'allocation familiale du Québec.

Le chef du Service de l'évaluation,

Denis Latulippe



# TABLE DES MATIÈRES

Principales définitions .....	1
Légende des tableaux .....	1
Les prestations familiales – Dispositions générales .....	3
Les prestations familiales – Portrait global .....	9
L'allocation familiale .....	15
L'allocation pour enfant handicapé .....	21
L'allocation à la naissance .....	29

## LISTE DES TABLEAUX

### LES PRESTATIONS FAMILIALES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Allocation familiale payable en décembre 1998.....	7
2. Montant annuel d'allocation familiale selon le revenu familial, le statut familial et le nombre d'enfants – juillet 1998 à juillet 1999.....	7

### LES PRESTATIONS FAMILIALES – PORTRAIT GLOBAL

3. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires, par type d'allocation, de 1974 à 1998.....	10
4. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires, par type d'allocation, selon la région – 31 décembre 1998 .....	11
5. Sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 1998.....	12
6. Sommes versées, par type d'allocation, selon la région – 1998.....	13

### L'ALLOCATION FAMILIALE

7. Nombre de familles bénéficiaires, nombre d'enfants et sommes versées, de 1974 à 1998 ..	16
8. Répartition des enfants, selon l'âge et la région, 31 décembre 1998.....	17
9. Répartition des familles bénéficiaires selon le nombre d'enfants et la région – 31 décembre 1998.....	18
10. Sommes versées selon le statut familial et le nombre d'enfants dans la famille – 1998.....	18
11. Répartition des familles bénéficiaires, selon le statut familial et la tranche de revenu – 1998 ...	19
12. Sommes versées selon la région et le statut familial – 1998 .....	19

### L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ

13. Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants handicapés, et sommes versées, de 1980 à 1998.....	22
14. Répartition des enfants handicapés, selon le sexe et la nature de la déficience, de 1980 à 1998.....	23
15. Répartition des enfants handicapés selon l'âge et la nature de la déficience – 31 décembre 1998.....	25
16. Répartition des enfants handicapés, selon l'âge et la nature de la déficience – données révisées du 31 décembre 1997.....	25
17. Répartition des enfants handicapés, selon la nature de la déficience et la région – 31 décembre 1998.....	26
18. Répartition des enfants handicapés, selon la nature de la déficience et la région – données révisées du 31 décembre 1997.....	26
19. Répartition des familles ayant au moins un enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants handicapés – 31 décembre 1998.....	27
20. Répartition des familles ayant au moins un enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants de moins de dix-huit ans dans la famille – 31 décembre 1998 .....	27
21. Sommes versées pour l'allocation pour enfant handicapé, selon la région et le nombre d'enfants de moins de dix-huit ans dans la famille – 1998.....	28

### L'ALLOCATION À LA NAISSANCE

22. Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de l'allocation à la naissance et sommes versées de 1988 à 1998.....	30
--	----



## PRINCIPALES DÉFINITIONS

### Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

### Bénéficiaire

Les prestations familiales sont versées à la personne qui prend soin de l'enfant selon l'ordre de priorité suivant : la mère, le père ou, si celui-ci y consent, sa conjointe. Si aucune de ces personnes ne prend soin de l'enfant, les allocations sont versées à la personne qui subvient à ses besoins.

### Bénéficiaire de l'allocation à la naissance

Bénéficiaire de l'allocation familiale ayant reçu au cours de l'année au moins un paiement d'allocation à la naissance.

### Dépôt direct

Mode de paiement selon lequel, sur demande du bénéficiaire, les allocations sont déposées mensuellement dans un compte d'un établissement financier (banque, caisse Desjardins, etc.) ayant conclu une entente avec la Régie des rentes.

### Enfant

Personne qui est âgée de moins de dix-huit ans, qui n'est pas mariée et qui a sa résidence principale au Québec.

### Enfant bénéficiaire de l'allocation à la naissance

Enfant ayant donné droit à au moins un paiement d'allocation à la naissance au cours de l'année.

### Enfant handicapé

Enfant qui a donné droit à un versement d'allocation familiale pour un mois donné et qui est atteint d'une déficience visuelle, auditive, motrice ou mentale, ou d'une maladie chronique.

### Famille

Une famille est formée des conjoints (ou d'un adulte) et des enfants vivant habituellement avec eux et dont ils assument principalement la charge des soins et de l'éducation. Une famille bénéficiaire est celle qui compte au moins un enfant pour lequel une allocation a été versée pour un mois donné.

### Nombre d'enfants

Nombre d'enfants dans une famille pour qui une allocation est versée.

### Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions, les dix-sept régions administratives du Québec. La catégorie « autres » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

### Revenu familial

Pour une famille monoparentale, le revenu familial est celui que le ministère du Revenu du Québec indique sur l'avis de cotisation du parent. Pour une famille biparentale, c'est la somme du revenu indiqué sur l'avis de cotisation des deux conjoints.

### Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs et des allocations annulées, mais non des recouvrements.

### Statut familial

Une famille est monoparentale si un seul des parents prend soin de l'enfant et vit avec lui, et biparentale si les deux parents vivent avec l'enfant.

---

## LÉGENDE DES TABLEAUX

n.d. : Données non disponibles

– Zéro ou néant

s.o. : Sans objet

---

La présente publication n'a pas force de loi. En cas de conflit d'interprétation, il faut s'en remettre aux dispositions de la *Loi sur les prestations familiales* et à celles des règlements adoptés sous son autorité.

Dans cette publication, la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes.



# LES PRESTATIONS FAMILIALES

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### HISTORIQUE

#### 1961

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Le gouvernement accorde alors une allocation de 10,00 \$ par mois pour les adolescents de seize ou de dix-sept ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation. L'allocation scolaire vient compléter le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de seize ans qui fréquente l'école.

#### 1967

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de seize ans qui fréquente l'école. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, de manière à aider les familles nombreuses. Les prestations, versées tous les six mois, varient de 15,00 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chaque enfant additionnel donne droit à une majoration de 35,00 \$. Une allocation supplémentaire de 5,00 \$ est versée pour chaque enfant âgé de douze à quinze ans.

#### 1974

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et les allocations familiales de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de dix-huit ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une

disposition de la *Loi sur la refonte des lois et règlements* entraîne la modification de l'appellation du Régime des allocations familiales qui devient la *Loi sur les allocations familiales*.

#### 1980

La loi prévoit l'augmentation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980, de l'allocation familiale québécoise dans le cas d'un enfant handicapé ; cette allocation supplémentaire est fixée à 60 \$. Les dispositions de la loi permettent également au gouvernement de définir par règlement l'expression « enfant handicapé ». Cette allocation supplémentaire est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale, garde l'enfant à domicile et pourvoit à son entretien.

#### 1988

À compter du 1<sup>er</sup> mai 1988, une somme forfaitaire de 500 \$ est versée à la naissance du premier ou du deuxième enfant d'une famille qui a droit à l'allocation familiale mensuelle. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de deux ans. Pour les enfants de troisième rang ou de rang suivant, une allocation trimestrielle de 375 \$ est versée jusqu'à l'âge de deux ans, pour un maximum de 3 000 \$.

#### 1989

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des autres enfants de moins de six ans. En 1988, dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes

auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des autres enfants de ce groupe d'âge.

En vertu de l'allocation pour jeune enfant, une famille a droit à une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de dix-huit ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de six ans. Les sommes sont versées sous forme d'un supplément à l'allocation familiale mensuelle. L'enfant de premier rang reçoit 8,34 \$ par mois (100 \$ par année) ; l'enfant de deuxième rang a droit à une allocation mensuelle de 16,67 \$ (200 \$ par année) et chaque enfant additionnel de moins de six ans reçoit 41,67 \$ par mois (500 \$ par année).

En 1989 également, le titre de la *Loi sur les allocations familiales* devient *Loi sur les allocations d'aide aux familles* pour ainsi inclure les quatre catégories d'aide offerte.

## 1997

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est modifiée pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Cette fois, plusieurs changements sont apportés à la loi. D'abord, l'allocation pour jeune enfant est abolie. L'allocation à la naissance est maintenue pour tous les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997. Aucune allocation de ce type ne sera versée pour les enfants nés après cette date. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en parallèle avec la nouvelle allocation familiale.

C'est au niveau de l'allocation familiale que les modifications sont les plus importantes. Certaines conditions d'admissibilité demeurent néanmoins valides : la mère et l'enfant doivent être réputés avoir leur résidence au Québec, et l'enfant doit être célibataire et avoir moins de dix-huit ans. Les changements touchent davantage le calcul du montant de l'allocation. Le montant de la nouvelle allocation est déterminé en fonction du statut familial et du revenu familial net de l'année précédente.

Au fur et à mesure du traitement des déclarations de revenus, le ministère du Revenu du Québec transmet à la Régie les renseignements nécessaires au calcul de l'allocation. Le montant d'allocation est établi pour une

période de 12 mois débutant le 1<sup>er</sup> juillet<sup>1</sup>. Un avis est envoyé en juin aux bénéficiaires pour les informer de ce montant.

L'allocation maximale est de 975 \$ par année pour un premier enfant, 975 \$ pour un deuxième enfant et 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. De plus, les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, 174 \$ pour un deuxième enfant et 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Le seuil de revenu familial à partir duquel l'allocation maximale est réduite est de 21 825 \$ pour une famille biparentale et de 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale se définissent comme suit :

- la réduction est de 50 % entre le seuil de revenu précédent (15 332 \$) et un revenu de 20 921 \$<sup>2</sup>;
- la réduction est de 30 % entre un revenu de 20 921 \$ et 25 921 \$<sup>3</sup>;
- la réduction est de 50 % entre un revenu de 25 921 \$ et le revenu réel (inférieur à 50 000 \$).

Ces taux de réduction sont effectifs jusqu'au moment où l'allocation devient minimale. À partir d'un revenu familial de 50 000 \$, l'allocation minimale est réduite à un taux de 5 % pour éventuellement devenir nulle.

## 1998

En 1998, le programme d'allocation familiale demeure sensiblement le même qu'en 1997. Le montant de l'allocation est toujours déterminé en fonction du statut familial et du revenu familial net de l'année précédente. L'allocation pour famille monoparentale ainsi que les taux de réduction de l'allocation maximale demeurent les mêmes. Le seul changement touche les montants d'allocations minimales et maximales payables au troisième enfant et aux suivants. En effet, ces montants (allocations minimales et maximales) passent de 398 \$ à 975 \$.

---

<sup>1</sup> Depuis 1999, la période de 12 mois débute le 1<sup>er</sup> août.

<sup>2</sup> Pour les familles biparentales, le seuil étant fixé à 21 825 \$, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

<sup>3</sup> Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants et plus.

## PRINCIPALES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

### *L'allocation familiale*

Le 1<sup>er</sup> mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

Avec les modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de dix-huit ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants. En effet, l'allocation familiale versée par le gouvernement du Québec et la prestation fiscale canadienne pour enfants versée par le gouvernement fédéral sont complémentaires.

### *L'allocation pour enfant handicapé*

En janvier 1982, une modification aux règlements introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme, par exemple, et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, l'asthme modéré ou l'insuffisance rénale. Les règlements modifient par la même occasion la définition du handicap auditif.

Depuis mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut, au même titre que les autres allocations d'aide aux familles, être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à onze mois avant la date de la demande.

### *L'allocation à la naissance*

Le 1<sup>er</sup> mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour l'enfant de deuxième rang, le jour de son premier anniversaire ou du premier anniversaire de son adoption s'il a été adopté avant l'âge de deux ans. À cette date également, l'allocation à la naissance pour l'enfant de troisième rang ou de rang suivant est portée à 4 500 \$, payable en douze versements trimestriels, soit jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de trois ans. Cette allocation est prolongée jusqu'à l'âge de quatre ans en 1990 et de cinq ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation maximale est portée à 8 000 \$ payable

en vingt versements de 400 \$, soit jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de cinq ans. Au même moment, un assouplissement est apporté aux conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption. Tous les parents qui adoptent un enfant de premier ou de deuxième rang peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de cinq ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution pour les enfants de deuxième rang ou de rang suivant. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même dans une période de deux mois précédant la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel) la famille conserve son droit à l'allocation pour ce versement.

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale en 1997, l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997. Une telle allocation ne peut être versée pour les enfants nés après cette date.

## ADMINISTRATION

La ministre de la Famille et de l'Enfance est chargée de l'application de la *Loi sur les prestations familiales* ; la Régie des rentes du Québec a la responsabilité de l'administrer. La Régie doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente ; la ministre doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir une allocation en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* doit en faire la demande à la Régie des rentes du Québec suivant les modalités prévues aux règlements. En pratique, la Régie considère qu'une demande de prestation fiscale au gouvernement fédéral équivaut à une demande d'allocation familiale du Québec. L'Agence des douanes et du revenu du Canada fournit les renseignements nécessaires au paiement de l'allocation familiale et de l'allocation à la naissance, si l'enfant est réputé avoir sa résidence au Québec.

En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, qui est exclusive au Québec et dont les conditions d'attribution sont différentes, une demande spécifique doit être adressée directement à la Régie. On peut se procurer la formule prévue à cette fin dans les bureaux de la Régie ou dans divers établissements de santé du Québec.

Toute personne qui se croit lésée parce qu'une allocation ne lui a pas été accordée peut demander à la Régie des rentes de réviser sa décision. La Régie doit vérifier les faits et circonstances et l'informer par écrit de la nouvelle décision. Si la personne n'est pas satisfaite, elle peut en appeler devant le Tribunal administratif du Québec.

## **FINANCEMENT**

Les sommes requises pour payer les allocations d'aide aux familles proviennent du fonds du revenu consolidé du gouvernement du Québec.

## **IMPOSITION DES ALLOCATIONS D'AIDE AUX FAMILLES**

Actuellement, aucune des allocations d'aide aux familles n'est imposable, tant au provincial qu'au fédéral, car l'allocation est considérée comme un crédit d'impôt versé par anticipation.

En fait, les allocations d'aide aux familles n'ont jamais été prises en compte dans le calcul du revenu imposable au Québec. Cependant, à compter de l'année d'imposition 1986, le contribuable qui réclame la nouvelle exemption pour enfant doit, selon la loi fiscale, ajouter à son impôt à payer le montant des allocations familiales qu'il a reçues pour cet enfant. Les personnes à faible revenu et dont l'impôt à payer est nul avant l'utilisation de l'exemption n'ont pas à rembourser ces sommes. Dans le souci de laisser aux familles nombreuses les allocations familiales qui leur sont versées, le gouvernement abolit, dès novembre 1986, la récupération fiscale des allocations familiales versées par le Québec à compter du quatrième enfant. En 1987, la récupération des allocations familiales du troisième enfant est abolie et toute récupération des allocations familiales du Québec cesse en 1988.

Selon le régime d'imposition fédéral, le contribuable qui réclame une déduction pour un enfant doit inclure dans son revenu toute somme reçue sous forme d'allocation familiale pour cet enfant. C'est en vertu de ce principe que les allocations familiales du Québec versées pour les enfants de seize ou de dix-sept ans étaient imposables, car il y avait alors une exemption fiscale provinciale pour ces enfants. En introduisant, au niveau provincial, une exemption pour les enfants de moins de seize ans, le gouvernement rend toutes les allocations familiales du Québec imposables au niveau fédéral. En 1986, en transformant l'allocation qui était considérée comme un revenu en un crédit d'impôt versé mensuellement par anticipation, le gouvernement soustrait les allocations d'aide aux familles de l'impôt fédéral.

**TABLEAU 1 ALLOCATION FAMILIALE PAYABLE EN DÉCEMBRE 1998**

	Allocation maximale <sup>1</sup>	Allocation minimale <sup>2</sup>
1 <sup>er</sup> enfant	975 \$	131 \$
2 <sup>e</sup> enfant	975 \$	174 \$
3 <sup>e</sup> enfant et suivants	975 \$	975 \$
Allocation pour famille monoparentale	1 300 \$	

1. L'allocation maximale est réduite à partir d'un revenu familial de 15 332 \$ pour la famille monoparentale et de 21 825 \$ pour la famille biparentale.

2. L'allocation minimale est réduite à partir d'un revenu familial de 50 000 \$ pour toutes les familles.

**TABLEAU 2 MONTANT ANNUEL D'ALLOCATION FAMILIALE SELON LE REVENU FAMILIAL, LE STATUT FAMILIAL ET LE NOMBRE D'ENFANTS – JUILLET 1998 À JUILLET 1999**

Revenu familial	Statut familial							
	Famille monoparentale				Famille biparentale			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
Aucun revenu	2 275	3 250	4 225	5 200	975	1 950	2 925	3 900
5 000 \$	2 275	3 250	4 225	5 200	975	1 950	2 925	3 900
10 000 \$	2 275	3 250	4 225	5 200	975	1 950	2 925	3 900
15 000 \$	2 275	3 250	4 225	5 200	975	1 950	2 925	3 900
20 000 \$	131	916	1 891	2 866	975	1 950	2 925	3 900
25 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	998	1 973	2 948
30 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	305	1 280	2 255
35 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	305	1 280	2 255
40 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	305	1 280	2 255
45 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	305	1 280	2 255
50 000 \$	131	305	1 280	2 255	131	305	1 280	2 255
55 000 \$	0	55	1 030	2 005	0	55	1 030	2 005
60 000 \$	0	0	780	1 755	0	0	780	1 755



# LES PRESTATIONS FAMILIALES

## PORTRAIT GLOBAL

---

### PRODUCTION DES STATISTIQUES

#### *Allocation familiale et allocation à la naissance*

Les statistiques sur les prestations familiales proviennent des fichiers administratifs de la Régie des rentes, constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au gouvernement fédéral et des renseignements transmis par le ministère du Revenu du Québec.

En général, les enfants sont enregistrés dans les trois mois qui suivent la naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées en mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants qui ont droit à une allocation en décembre sont inscrits. Les enfants non encore enregistrés au fichier des prestations familiales sont soit des nouveau-nés pour lesquels les parents n'ont pas encore fait la demande, soit des enfants de ressortissants étrangers qui ne sont pas citoyens canadiens et n'ont pas le statut de résident permanent. Dans ce dernier cas, le versement des allocations est soumis à certains délais mais il est rétroactif ; le paiement se fait une fois par année après vérification de certaines conditions d'attribution (ex. : un ressortissant étranger doit avoir un revenu soumis à l'impôt fédéral et provincial). La vérification ne pouvant être faite avant le mois de mai, les enfants ne sont pas inscrits lors de la production des statistiques officielles.

Cependant, comme les statistiques sont révisées pour les quatre années antérieures, il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Cela explique les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures.

#### *Allocation pour enfant handicapé*

Contrairement aux fichiers décrits précédemment, le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à partir des renseignements recueillis par la Régie des rentes. Sa mise à jour est faite à partir de l'information obtenue directement des parents (ex. : changement concernant le handicap de l'enfant) ou des renseignements fournis par le gouvernement fédéral (ex. : perte du droit à l'allocation familiale).

Depuis 1989, la Régie peut payer rétroactivement une allocation pour une période pouvant remonter jusqu'à onze mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour les autres types d'allocation, mais la proportion d'enfants inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande chez les enfants handicapés. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande d'allocation ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente. Puisqu'il n'est pas possible d'établir clairement si la limite du mois de mars est préférable ou non à une autre, il a été décidé, en ce qui concerne l'enfant handicapé, de publier les statistiques de décembre de l'année étudiée.

Au cours des ans, la proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année est passée de 15 à 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Tout comme pour les autres allocations, cette révision se fait sur quatre ans. Afin d'assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques énoncés dans les tableaux historiques pour l'année étudiée sont des projections.

TABLEAU 3

**NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES,  
PAR TYPE D'ALLOCATION, DE 1974 À 1998**

Année	Allocation familiale		Allocation pour jeune enfant		Allocation à la naissance <sup>(1)</sup>		Allocation pour enfant handicapé	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
	1974	922 459	1 985 309	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1975	942 155	1 972 520	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1976	955 683	1 937 200	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1977	958 269	1 885 747	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1978	959 894	1 839 932	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1979	961 376	1 800 895	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
1980	961 545	1 765 643	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	4 817 <sup>(2)</sup>	4 966
1981	958 913	1 732 854	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	5 723	5 910
1982	953 149	1 697 645	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	9 302	9 625
1983	943 799	1 665 811	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	10 655	11 025
1984	937 897	1 645 424	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	12 097	12 516
1985	936 000	1 633 761	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	13 724	14 208
1986	935 821	1 625 412	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	14 974	15 548
1987	934 894	1 616 961	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	16 284	16 924
1988	938 908	1 619 106	s.o.	s.o.	74 350 <sup>(3)</sup>	76 384 <sup>(3)</sup>	20 168	21 064
1989	943 045	1 624 738	396 747	520 655	136 329	141 473	22 426	23 516
1990	953 189	1 642 208	401 048	530 413	166 563	175 933	25 619	27 057
1991	962 400	1 657 643	406 379	541 988	181 045	194 165	28 954	30 797
1992	968 532	1 668 391	411 353	553 420	185 112	199 801	31 329	33 489
1993	969 445	1 670 895	415 510	562 097	185 172	200 566	30 968	33 017
1994	967 858	1 670 011	417 348	565 439	184 520	200 490	27 556	28 981
1995	963 361	1 664 019	415 118	561 238	182 534	198 771	24 806	25 976
1996	953 791	1 650 338	405 864	546 111	177 556	193 573	23 453	24 507
1997	678 299 <sup>(4)</sup>	1 198 010 <sup>(4)</sup>	s.o. <sup>(5)</sup>	s.o. <sup>(5)</sup>	162 218 <sup>(6)</sup>	177 184 <sup>(6)</sup>	22 646	23 643
1998	652 252	1 166 754	s.o.	s.o.	89 545	98 739	23 209 <sup>(7)</sup>	24 218 <sup>(7)</sup>

1. Un enfant est considéré comme bénéficiaire de l'allocation à la naissance s'il a donné droit, au cours de l'année, à au moins un paiement au titre de cette allocation.

2. Estimation.

3. Mesure instaurée en mai 1988.

4. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

5. Le programme a pris fin le 31 août 1997.

6. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits au programme conservent leurs droits.

7. Données projetées.

Le nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de l'allocation familiale a légèrement diminué en 1998. Cette diminution s'explique principalement par une baisse générale du nombre d'enfants au Québec. Pour ce qui est de l'allocation à la naissance, la grande diminution de bénéficiaires était prévisible. En effet, l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

TABLEAU 4

## NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES,

PAR TYPE D'ALLOCATION, SELON LA RÉGION – 31 DÉCEMBRE 1998

Région	Allocation familiale		Allocation à la naissance		Allocation pour enfant handicapé <sup>(1)</sup>	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Bas-St-Laurent	20 315	35 848	2 246	2 439	583	599
Saguenay – Lac-St-Jean	28 237	50 263	3 485	3 772	1 054	1 093
Québec	50 789	86 140	5 995	6 451	1 645	1 713
Mauricie	23 850	41 041	2 552	2 827	682	713
Estrie	27 152	50 435	3 740	4 248	830	865
Montréal	144 189	252 766	20 575	22 939	4 359	4 550
Outaouais	29 509	51 876	3 997	4 405	870	906
Abitibi-Témiscamingue	15 078	27 791	2 185	2 438	504	533
Côte-Nord	9 803	17 082	1 278	1 409	341	349
Nord-du-Québec	4 895	10 952	1 210	1 437	134	139
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	10 528	17 310	999	1 080	368	380
Chaudière-Appalaches	38 126	70 980	4 865	5 365	1 233	1 306
Laval	28 373	50 915	4 276	4 602	973	1 023
Lanaudière	39 226	71 792	5 406	6 010	1 390	1 456
Laurentides	44 386	80 182	6 188	6 827	1 381	1 441
Montérégie	114 609	208 506	17 032	18 593	3 815	3 976
Centre-du-Québec	22 691	41 941	2 942	3 260	645	669
Autres	496	934	574	637	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>652 252</b>	<b>1 166 754</b>	<b>89 545</b>	<b>98 739</b>	<b>20 811</b>	<b>21 715</b>

1. Données réelles au 31 décembre 1998.

TABLEAU 5

SOMMES VERSÉES, PAR TYPE D'ALLOCATION, DE 1974 À 1998  
(en milliers de dollars)

Année	Allocation familiale	Allocation pour jeune enfant	Allocation à la naissance	Allocation pour enfant handicapé	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$
1974	92 292,4	s.o.	s.o.	s.o.	92 292,4
1975	100 990,9	s.o.	s.o.	s.o.	100 990,9
1976	110 427,4	s.o.	s.o.	s.o.	110 427,4
1977	135 568,3	s.o.	s.o.	s.o.	135 568,3
1978	151 423,8	s.o.	s.o.	s.o.	151 423,8
1979	159 400,2	s.o.	s.o.	s.o.	159 400,2
1980	168 749,4	s.o.	s.o.	3 879,3	172 628,7
1981	180 510,1	s.o.	s.o.	5 621,6	186 131,7
1982	176 069,6	s.o.	s.o.	8 082,5	184 152,1
1983	181 717,9	s.o.	s.o.	10 841,4	192 559,3
1984	187 328,6	s.o.	s.o.	13 009,9	200 338,5
1985	185 107,1	s.o.	s.o.	14 537,9	199 645,0
1986	191 203,7	s.o.	s.o.	17 079,6	208 283,3
1987	197 653,7	s.o.	s.o.	19 057,1	216 710,8
1988	205 179,6	s.o.	47 688,7 <sup>(1)</sup>	21 646,4	274 514,7
1989	213 726,6	106 067,5	100 454,8	27 068,2	447 317,1
1990	225 888,5	111 301,7	136 082,8	33 294,7	506 567,1
1991	239 768,0	118 165,5	162 946,8	38 614,1	559 494,4
1992	254 482,8	126 167,2	177 168,8	46 269,0	604 087,8
1993	258 537,5	132 437,7	182 326,1	49 625,5	622 926,8
1994	258 792,7	135 321,5	186 361,5	45 099,6	625 575,3
1995	258 031,7	136 191,3	184 107,4	38 509,8	616 840,2
1996	257 908,2	135 939,0	189 461,0	36 321,1	619 629,3
1997 <sup>(2)</sup>	413 181,5 <sup>(3)</sup>	93 322,3 <sup>(4)</sup>	177 309,5 <sup>(5)</sup>	35 001,6	718 814,9
1998	778 142,6	s.o.	119 618,3	34 272,2	932 033,1

1. Ces sommes ont été versées pour des enfants nés entre mai et décembre 1988 et pour des enfants de troisième rang ou de rang suivant, qui avaient moins de deux ans le 1<sup>er</sup> mai 1988.

2. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

3. Ce montant inclut les sommes versées pour l'ancienne allocation (177 948,2 milliers de dollars versés entre janvier et août) et la nouvelle allocation (235 233,3 milliers de dollars versés entre septembre et décembre).

4. Le programme a pris fin le 31 août 1997.

5. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits au programme conservent leurs droits.

Les sommes versées sous forme d'allocation familiale ont fortement augmenté en 1998. Ceci est dû à l'augmentation de l'allocation versée au troisième enfant (et suivants) de la famille et au fait que la nouvelle allocation a été en vigueur pendant 12 mois, comparativement à 4 mois en 1997.

**TABLEAU 6**

**SOMMES VERSÉES, PAR TYPE D'ALLOCATION,  
SELON LA RÉGION - 1998**  
(en milliers de dollars)

<b>Région</b>	Allocation familiale	Allocation à la naissance	Allocation pour enfant handicapé	<b>TOTAL</b>
Bas-St-Laurent	21 580,9	2 916,4	948,2	<b>25 445,5</b>
Saguenay – Lac-St-Jean	29 704,7	4 647,0	1 686,8	<b>36 038,6</b>
Québec	51 194,7	7 482,4	2 660,2	<b>61 337,2</b>
Mauricie	28 524,4	3 376,5	1 135,7	<b>33 036,7</b>
Estrie	31 610,2	5 362,1	1 400,9	<b>38 373,2</b>
Montréal	208 200,4	28 596,3	7 202,1	<b>243 998,9</b>
Outaouais	36 054,5	5 133,9	1 434,4	<b>42 622,8</b>
Abitibi-Témiscamingue	17 744,6	2 999,2	854,0	<b>21 597,8</b>
Côte-Nord	13 471,4	1 732,1	558,8	<b>15 762,3</b>
Nord-du-Québec	9 336,3	1 946,8	218,4	<b>11 501,5</b>
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	12 971,4	1 318,5	622,2	<b>14 912,1</b>
Chaudière-Appalaches	38 059,3	6 503,0	2 039,3	<b>46 601,6</b>
Laval	30 777,0	5 448,9	1 588,6	<b>37 814,5</b>
Lanaudière	43 941,7	7 286,2	2 307,4	<b>53 535,2</b>
Laurentides	50 644,1	8 230,6	2 286,8	<b>61 161,5</b>
Montérégie	128 342,5	22 463,2	6 266,0	<b>157 071,8</b>
Centre-du-Québec	25 192,9	4 013,0	1 053,9	<b>30 259,8</b>
Autres	791,4	162,3	8,5	<b>962,3</b>
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>778 142,6</b>	<b>119 618,3</b>	<b>34 272,2</b>	<b>932 033,1</b>

1. L'addition des nombres ne correspond pas toujours au total à cause de leur arrondissement.



# ***L'ALLOCATION FAMILIALE***

---

## **CONDITIONS D'ATTRIBUTION**

Le bénéficiaire de l'allocation familiale et l'enfant qui y donne droit doivent tous deux avoir leur résidence principale au Québec. L'enfant doit aussi être âgé de moins de dix-huit ans et être célibataire.

L'allocation est versée à la mère si celle-ci assume principalement la charge des soins et de l'éducation de son enfant et vit habituellement avec lui. Si ce n'est pas le cas, l'allocation est versée au père de l'enfant ou à sa conjointe, s'il y consent. Si aucun des parents ne s'occupe de l'enfant, l'allocation est versée à la personne qui en assume la charge.

## **VERSEMENT DE L'ALLOCATION**

Le premier versement de l'allocation est payable pour le mois qui suit celui de la naissance de l'enfant. Le bénéficiaire a le choix de recevoir ses allocations par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. Depuis septembre 1992, les bénéficiaires qui ne sont pas inscrits au dépôt direct reçoivent un chèque trimestriel, à moins qu'ils n'aient expressément demandé un chèque mensuel. Les familles qui ont opté pour le dépôt direct reçoivent leur allocation vers le vingtième jour de chaque mois. Les paiements se terminent le mois où l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans, s'il a conservé son droit à l'allocation jusqu'à cette date. Pour avoir droit à une allocation pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question. Cependant, dans le cas où un enfant décède au cours du mois de sa naissance, l'allocation est payable pour ce mois.

TABLEAU 7

**NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES, NOMBRE D'ENFANTS  
ET SOMMES VERSÉES, DE 1974 À 1998**  
(en milliers de dollars)

Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants <sup>(1)</sup>			Nombre moyen d'enfants par famille	Sommes versées	Allocation mensuelle <sup>(2)</sup>	
		Garçons	Filles	Garçons et filles			Moyenne par famille	Moyenne par enfant
1974	922 459	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	92 292,4	8,44	3,88
1975	942 155	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	100 990,9	9,03	4,25
1976	955 683	1 001 532	935 668	1 937 200	2,02	110 427,4	9,60	4,66
1977	958 269	974 931	910 816	1 885 747	1,96	135 568,3	11,73	5,87
1978	959 894	951 245	888 687	1 839 932	1,91	151 423,8	13,07	6,72
1979	961 376	931 063	869 832	1 800 895	1,87	159 400,2	13,78	7,27
1980	961 545	914 603	851 040	1 765 643	1,83	168 749,4	14,57	7,86
1981	958 913	897 618	835 236	1 732 854	1,80	180 510,1	15,60	8,57
1982	953 149	879 380	818 265	1 697 645	1,78	176 069,6	15,26	8,52
1983	943 799	862 890	802 921	1 665 811	1,77	181 717,9	15,93	8,99
1984	937 897	853 975	791 449	1 645 424	1,75	187 328,6	16,55	9,41
1985	936 000	848 949	784 812	1 633 761	1,74	185 107,1	16,40	9,39
1986	935 821	844 481	780 931	1 625 412	1,73	191 203,7	16,95	9,74
1987	934 894	840 374	776 587	1 616 961	1,72	197 653,7	17,53	10,12
1988	938 908	837 434	781 672	1 619 106	1,72	205 179,6	18,21	10,55
1989	943 045	839 971	784 767	1 624 738	1,72	213 726,6	18,97	11,01
1990	953 189	847 997	794 211	1 642 208	1,72	225 888,5	19,94	11,57
1991	962 400	853 901	803 742	1 657 643	1,72	239 768,0	20,90	12,13
1992	968 532	859 217	809 174	1 668 391	1,72	254 482,8	21,63	12,56
1993	969 445	860 352	810 543	1 670 895	1,72	258 537,5	22,24	12,90
1994	967 858	859 513	810 498	1 670 011	1,73	258 792,7	22,23	12,88
1995	963 361	855 685	808 334	1 664 019	1,73	258 031,7	22,50	13,02
1996	953 791	848 004	802 334	1 650 338	1,73	257 908,2	23,14	13,37
1997 <sup>(3)</sup>	678 299	614 786	583 224	1 198 010	1,77	413 181,5	88,02	49,79
1998	652 252	598 305	568 449	1 166 754	1,79	778 142,6	104,29	58,30

1. La répartition selon le sexe est une estimation pour les années 1988 à 1998.

2. L'allocation moyenne est calculée à partir des sommes versées en décembre de chaque année pour 1974 à 1991. Depuis 1992, avec l'instauration des versements trimestriels pour les paiements par chèque, l'allocation moyenne est calculée à partir de la moyenne des sommes versées, sans indexation, pour le trimestre débutant en décembre de l'année.

3. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

TABLEAU 8

**RÉPARTITION DES ENFANTS, SELON L'ÂGE ET LA RÉGION -  
31 DÉCEMBRE 1998**

Région	Moins de									Âge
	1 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans
Bas-St-Laurent	1 468	1 607	1 688	1 678	1 824	1 800	2 029	2 118	2 167	2 187
Saguenay – Lac-St-Jean	2 089	2 440	2 538	2 548	2 679	2 720	2 887	2 979	3 038	2 883
Québec	4 071	4 629	4 706	4 815	4 867	5 058	5 294	5 353	5 310	4 920
Mauricie	1 721	1 967	2 066	2 227	2 243	2 302	2 368	2 505	2 484	2 284
Estrie	2 316	2 626	2 790	2 723	2 765	2 798	3 018	2 976	3 128	2 855
Montréal	13 595	15 199	15 799	15 957	15 713	15 465	15 348	14 906	14 898	14 132
Outaouais	2 278	2 655	2 733	2 867	3 063	3 071	3 294	3 402	3 346	3 282
Abitibi-Témiscamingue	1 206	1 380	1 508	1 513	1 513	1 553	1 628	1 716	1 673	1 638
Côte-Nord	811	820	931	982	956	994	1 101	1 065	1 028	1 016
Nord-du-Québec	603	628	670	694	684	684	708	686	633	612
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	678	741	803	874	894	907	1 044	1 025	1 082	1 025
Chaudière-Appalaches	3 042	3 359	3 550	3 681	3 729	3 869	4 119	4 306	4 405	4 060
Laval	2 142	2 566	2 781	2 910	3 097	3 170	3 214	3 255	3 227	3 097
Lanaudière	2 849	3 242	3 891	3 837	4 303	4 321	4 715	4 666	4 771	4 581
Laurentides	3 315	4 073	4 318	4 450	4 640	4 886	5 147	5 239	5 270	5 063
Montérégie	8 762	10 309	11 014	11 479	11 845	12 437	13 072	13 589	13 577	12 565
Centre-du-Québec	1 917	2 078	2 082	2 246	2 220	2 309	2 391	2 538	2 535	2 397
Autres	73	77	75	63	66	61	75	79	53	46
<b>TOTAL</b>	<b>52 936</b>	<b>60 396</b>	<b>63 943</b>	<b>65 544</b>	<b>67 101</b>	<b>68 405</b>	<b>71 452</b>	<b>72 403</b>	<b>72 625</b>	<b>68 643</b>

Région	Âge								TOTAL
	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	16 ans	17 ans	
Bas-St-Laurent	2 099	2 084	2 126	2 112	2 209	2 087	2 198	2 367	35 848
Saguenay – Lac-St-Jean	2 762	2 767	2 821	2 875	3 061	2 918	3 081	3 177	50 263
Québec	4 687	4 515	4 499	4 668	4 624	4 517	4 670	4 937	86 140
Mauricie	2 286	2 197	2 312	2 362	2 385	2 386	2 448	2 498	41 041
Estrie	2 767	2 747	2 889	2 787	2 770	2 786	2 796	2 898	50 435
Montréal	13 146	12 858	12 499	12 793	12 628	12 431	12 658	12 741	252 766
Outaouais	3 007	2 888	2 899	2 816	2 697	2 616	2 564	2 398	51 876
Abitibi-Témiscamingue	1 577	1 475	1 488	1 661	1 541	1 563	1 574	1 584	27 791
Côte-Nord	931	932	924	918	941	873	920	939	17 082
Nord-du-Québec	608	584	549	543	530	530	521	485	10 952
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	979	1 018	985	1 026	1 007	1 029	1 057	1 136	17 310
Chaudière-Appalaches	4 075	3 954	4 065	4 120	4 266	4 139	4 007	4 234	70 980
Laval	2 886	2 659	2 763	2 711	2 691	2 535	2 632	2 579	50 915
Lanaudière	4 183	3 862	3 930	3 845	3 820	3 631	3 647	3 698	71 792
Laurentides	4 585	4 381	4 406	4 228	4 196	4 038	3 972	3 975	80 182
Montérégie	11 819	11 284	11 264	11 146	11 158	10 928	11 099	11 159	208 506
Centre-du-Québec	2 314	2 312	2 280	2 365	2 491	2 408	2 464	2 594	41 941
Autres	49	38	38	34	29	34	22	22	934
<b>TOTAL</b>	<b>64 760</b>	<b>62 555</b>	<b>62 737</b>	<b>63 010</b>	<b>63 044</b>	<b>61 449</b>	<b>62 330</b>	<b>63 421</b>	<b>1 166 754</b>

TABLEAU 9

**RÉPARTITION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES SELON LE NOMBRE  
D'ENFANTS ET LA RÉGION - 31 DÉCEMBRE 1998**

Région	Nombre d'enfants				TOTAL
	1	2	3	4 ou plus	
Bas-St-Laurent	9 233	7 534	2 809	739	20 315
Saguenay – Lac-St-Jean	12 709	10 210	4 345	973	28 237
Québec	24 832	18 392	6 125	1 440	50 789
Mauricie	11 372	8 838	2 819	821	23 850
Estrie	11 456	10 032	4 209	1 455	27 152
Montréal	70 587	48 432	18 540	6 630	144 189
Outaouais	13 697	10 785	3 881	1 146	29 509
Abitibi-Témiscamingue	6 482	5 507	2 324	765	15 078
Côte-Nord	4 778	3 298	1 322	405	9 803
Nord-du-Québec	1 734	1 435	947	779	4 895
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	5 451	3 704	1 111	262	10 528
Chaudière-Appalaches	15 606	14 637	6 015	1 868	38 126
Laval	12 406	10 760	4 122	1 085	28 373
Lanaudière	16 287	15 472	5 839	1 628	39 226
Laurentides	18 877	17 507	6 305	1 697	44 386
Montérégie	48 976	43 267	17 669	4 697	114 609
Centre-du-Québec	9 523	8 488	3 534	1 146	22 691
Autres	220	166	76	34	496
<b>TOTAL</b>	<b>294 226</b>	<b>238 464</b>	<b>91 992</b>	<b>27 570</b>	<b>652 252</b>

TABLEAU 10

**SOMMES VERSÉES SELON LE STATUT FAMILIAL  
ET LE NOMBRE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE - 1998**  
(en milliers de dollars)

Statut familial	Nombre de familles	Sommes versées	Prestations annuelles moyennes par famille <sup>(1)</sup>
<b>Biparental</b>			
1 enfant	160 645	60 436,1	376,2
2 enfants	172 445	123 582,4	716,6
3 enfants	74 694	115 684,4	1 548,8
4 enfants ou plus	23 141	73 805,5	3 189,4
<b>Total</b>	<b>430 925</b>	<b>373 508,4</b>	<b>866,8</b>
<b>Monoparental</b>			
1 enfant	133 581	186 966,5	1 399,6
2 enfants	66 019	138 773,9	2 102,0
3 enfants	17 298	57 378,0	3 317,0
4 enfants ou plus	4 429	21 515,8	4 857,9
<b>Total</b>	<b>221 327</b>	<b>404 634,2</b>	<b>1 828,2</b>
<b>Biparental et monoparental</b>			
1 enfant	294 226	247 157,0	840,0
2 enfants	238 464	262 346,4	1 100,2
3 enfants	91 992	173 199,8	1 882,8
4 enfants ou plus	27 570	95 439,4	3 461,7
<b>Total</b>	<b>652 252</b>	<b>778 142,6</b>	<b>1 193,0</b>

1. Les prestations annuelles moyennes sont calculées sur la période débutant en janvier 1998 et se terminant en décembre 1998. À noter que de nouveaux montants d'allocation sont entrés en vigueur en juillet 1998.

Alors qu'au Québec, la proportion de familles monoparentales est de 16 %, elles représentent le tiers des familles bénéficiaires de l'allocation familiale. La prestation moyenne de ces familles est près de deux fois plus élevée que la prestation moyenne des familles biparentales. Ceci s'explique principalement par le fait que les familles monoparentales ont généralement un revenu inférieur aux familles biparentales.

TABLEAU 11

**RÉPARTITION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES,  
SELON LE STATUT FAMILIAL ET LA TRANCHE DE REVENU - 1998**  
(en milliers de dollars)

Revenu familial	Statut familial					
	Biparental		Monoparental		Biparental et monoparental	
	Nombre de familles	Sommes versées	Nombre de familles	Sommes versées	Nombre de familles	Sommes versées
moins de 15 000\$	58 502	123 671,6	127 233	351 599,0	185 735	475 270,6
15 000\$-19 999\$	30 995	57 873,8	21 456	35 868,0	52 451	93 741,8
20 000\$-24 999\$	37 022	57 024,4	18 579	5 276,6	55 601	62 301,0
25 000\$-29 999\$	44 378	24 329,7	17 188	3 907,1	61 566	28 236,8
30 000\$-34 999\$	49 184	22 417,1	13 066	2 824,7	62 250	25 241,8
35 000\$-39 999\$	50 547	21 104,0	9 600	2 063,8	60 147	23 167,8
40 000\$-44 999\$	50 014	19 770,7	6 785	1 430,1	56 799	21 200,7
45 000\$-49 999\$	48 785	18 532,7	4 565	946,3	53 350	19 479,0
50 000\$-54 999\$	37 115	13 183,1	2 415	490,5	39 530	13 673,6
55 000\$-59 999\$	10 083	6 472,9	264	127,2	10 347	6 600,1
Plus de 60 000\$	14 300	9 128,4	176	101,0	14 476	9 229,4
<b>TOTAL</b>	<b>430 925</b>	<b>373 508,4</b>	<b>221 327</b>	<b>404 634,2</b>	<b>652 252</b>	<b>778 142,6</b>

Près de 30 % des familles bénéficiaires ont un revenu inférieur à 15 000 \$. Ces familles ont toutefois reçu plus de 60 % des sommes versées en 1998. La plupart de ces familles (69 %) sont monoparentales.

TABLEAU 12

**SOMMES VERSÉES SELON LA RÉGION  
ET LE STATUT FAMILIAL - 1998**  
(en milliers de dollars)

Région	Statut familial <sup>(1)</sup>						
	Biparental		Monoparental		Biparental et monoparental		Taux d'adhésion au dépôt direct %
	Nombre de familles	Sommes versées	Nombre de familles	Sommes versées	Nombre de familles	Sommes versées	
Bas-St-Laurent	15 447	12 721,1	4 868	8 859,8	20 315	21 580,9	87,4
Saguenay – Lac-St-Jean	20 609	15 919,9	7 628	13 784,8	28 237	29 704,7	85,3
Québec	33 461	23 279,8	17 328	27 914,8	50 789	51 194,7	83,6
Mauricie	15 718	13 043,6	8 132	15 480,9	23 850	28 524,4	86,4
Estrie	18 935	16 818,7	8 217	14 791,5	27 152	31 610,2	85,6
Montréal	84 070	88 398,6	60 119	119 801,9	144 189	208 200,4	77,1
Outaouais	17 808	15 982,5	11 701	20 072,0	29 509	36 054,5	77,8
Abitibi-Témiscamingue	10 328	8 699,7	4 750	9 045,0	15 078	17 744,6	85,2
Côte-Nord	5 936	5 105,6	3 867	8 365,8	9 803	13 471,4	82,5
Nord-du-Québec	3 365	5 786,5	1 530	3 549,8	4 895	9 336,3	62,3
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	7 335	5 936,6	3 193	7 034,8	10 528	12 971,4	83,2
Chaudière-Appalaches	29 441	23 326,9	8 685	14 732,4	38 126	38 059,3	85,6
Laval	18 731	15 502,0	9 642	15 275,0	28 373	30 777,0	78,5
Lanaudière	27 240	22 285,0	11 986	21 656,6	39 226	43 941,7	84,7
Laurentides	29 715	24 594,3	14 671	26 049,8	44 386	50 644,1	82,4
Montérégie	75 950	61 728,0	38 659	66 614,6	114 609	128 342,5	82,1
Centre-du-Québec	16 521	13 962,7	6 170	11 230,3	22 691	25 192,9	86,4
Autres	315	417,0	181	374,4	496	791,4	47,0
<b>TOTAL</b>	<b>430 925</b>	<b>373 508,4</b>	<b>221 327</b>	<b>404 634,2</b>	<b>652 252</b>	<b>778 142,6</b>	<b>81,8</b>

1. La répartition des sommes versées selon le statut familial et la région est une estimation.



## ***L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ***

---

### **CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'ALLOCATION**

L'allocation pour enfant handicapé est destinée aux bénéficiaires de l'allocation familiale dont un enfant est atteint d'une déficience visuelle, auditive, motrice ou mentale ou d'une maladie chronique importante et permanente. Instaurée en 1980, elle a pour but d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exigent de tels handicaps.

L'équipe médicale de la Régie évalue le rapport que les parents ont fourni au sujet de leur enfant, afin de déterminer si la déficience invoquée satisfait aux conditions d'attribution. Si c'est le cas, une somme additionnelle de 119,22 \$ par mois (en 1998) vient s'ajouter à l'allocation familiale. Le paiement peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à onze mois précédant la demande d'allocation. Le paiement de l'allocation se termine lorsque l'enfant ne satisfait plus aux conditions d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé ou de l'allocation familiale.

TABLEAU 13

**NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES ET D'ENFANTS HANDICAPÉS,  
ET SOMMES VERSÉES, DE 1980 À 1998**  
(en milliers de dollars)

Année	Nombre de familles bénéficiaires	Nombre d'enfants handicapés <sup>(1)</sup>			Sommes versées
		Garçons	Filles	Garçons et filles	
1980	4 817 <sup>(2)</sup>	2 791	2 175	4 966	3 879,3
1981	5 723	3 323	2 587	5 910	5 621,6
1982	9 302	5 452	4 173	9 625	8 082,5
1983	10 655	6 250	4 775	11 025	10 841,4
1984	12 097	7 097	5 419	12 516	13 009,9
1985	13 724	8 113	6 095	14 208	14 537,9
1986	14 974	8 937	6 611	15 548	17 079,6
1987	16 284	9 722	7 202	16 924	19 057,1
1988	20 168	12 173	8 891	21 064	21 646,4
1989	22 426	13 688	9 828	23 516	27 068,2
1990	25 619	15 886	11 171	27 057	33 294,7
1991	28 954	18 220	12 577	30 797	38 614,1
1992	31 329	19 962	13 527	33 489	46 269,0
1993	30 968	19 611	13 406	33 017	49 625,5
1994	27 556	17 207	11 774	28 981	45 099,6
1995	24 806	15 253	10 723	25 976	38 509,8
1996	23 453	14 422	10 085	24 507	36 321,1
1997	22 646	13 945	9 698	23 643	35 001,6
1998 <sup>(3)</sup>	23 209	14 354	9 864	24 218	34 272,2

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1998 est une estimation.

2. Estimation.

3. Données projetées.

Pour la première fois depuis 1992, une légère augmentation du nombre d'enfants donnant droit à l'allocation pour enfant handicapé est prévue pour 1998. Cependant, cette augmentation ne se reflète pas dans les sommes versées pour l'année 1998. L'effet sur les sommes versées va se manifester quand les inscriptions rétroactives attendues seront effectives.

TABLEAU 14

**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LE SEXE  
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE, DE 1980 À 1998**

Sexe <sup>(1)</sup> et année	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
<b>Garçons</b>						
1980	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	s.o.	2 791
1981	403	1 458	1 241	221	s.o.	3 323
1982	623	1 748	1 528	284	1 269	5 452
1983	677	1 926	1 625	311	1 711	6 250
1984	709	2 128	1 757	335	2 168	7 097
1985	740	2 194	1 899	354	2 926	8 113
1986	781	2 297	2 036	362	3 461	8 937
1987	808	2 424	2 189	383	3 918	9 722
1988	897	2 793	2 431	461	5 591	12 173
1989	895	2 897	2 530	454	6 912	13 688
1990	911	2 983	2 591	469	8 932	15 886
1991	930	3 120	2 578	484	11 108	18 220
1992	920	3 496	2 678	494	12 374	19 962
1993	904	3 553	2 637	487	12 030	19 611
1994	883	4 149	2 514	495	9 166	17 207
1995	849	4 468	2 363	474	7 099	15 253
1996	831	4 667	2 221	459	6 244	14 422
1997	793	4 910	2 157	439	5 646	13 945
1998 <sup>(2)</sup>	794	5 637	2 185	437	5 301	14 354
<b>Filles</b>						
1980	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	s.o.	2 175
1981	325	1 128	979	155	s.o.	2 587
1982	515	1 274	1 177	195	1 012	4 173
1983	556	1 364	1 243	212	1 400	4 775
1984	600	1 450	1 373	229	1 767	5 419
1985	630	1 474	1 483	250	2 258	6 095
1986	660	1 497	1 586	257	2 611	6 611
1987	695	1 551	1 730	268	2 958	7 202
1988	826	1 724	1 952	315	4 074	8 891
1989	844	1 772	1 996	314	4 902	9 828
1990	853	1 794	2 020	314	6 190	11 171
1991	876	1 812	2 044	318	7 527	12 577
1992	858	1 882	2 200	304	8 283	13 527
1993	827	1 932	2 194	300	8 153	13 406
1994	834	2 134	2 148	299	6 359	11 774
1995	812	2 350	2 085	293	5 183	10 723
1996	777	2 392	1 999	301	4 616	10 085
1997	760	2 449	1 895	293	4 301	9 698
1998 <sup>(2)</sup>	772	2 753	1 904	298	4 137	9 864

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1998 est une estimation.

2. Données projetées.

TABLEAU 14 (suite)

**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LE SEXE  
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE, DE 1980 À 1998**

Sexe <sup>(1)</sup> et année	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
<b>Garçons et filles</b>						
1980	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	s.o.	<b>4 966</b>
1981	728	2 586	2 220	376	s.o.	<b>5 910</b>
1982	1 138	3 022	2 705	479	2 281	<b>9 625</b>
1983	1 233	3 290	2 868	523	3 111	<b>11 025</b>
1984	1 309	3 578	3 130	564	3 935	<b>12 516</b>
1985	1 370	3 668	3 382	604	5 184	<b>14 208</b>
1986	1 441	3 794	3 622	619	6 072	<b>15 548</b>
1987	1 503	3 975	3 919	651	6 876	<b>16 924</b>
1988	1 723	4 517	4 383	776	9 665	<b>21 064</b>
1989	1 739	4 669	4 526	768	11 814	<b>23 516</b>
1990	1 764	4 777	4 611	783	15 122	<b>27 057</b>
1991	1 806	4 932	4 622	802	18 635	<b>30 797</b>
1992	1 778	5 378	4 878	798	20 657	<b>33 489</b>
1993	1 731	5 485	4 831	787	20 183	<b>33 017</b>
1994	1 717	6 283	4 662	794	15 525	<b>28 981</b>
1995	1 661	6 818	4 448	767	12 282	<b>25 976</b>
1996	1 608	7 059	4 220	760	10 860	<b>24 507</b>
1997	1 553	7 359	4 052	732	9 947	<b>23 643</b>
1998 <sup>(2)</sup>	1 566	8 390	4 089	735	9 438	<b>24 218</b>

1. La répartition par sexe pour les années 1980 et 1989 à 1998 est une estimation.

2. Données projetées.

**TABLEAU 15****RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS SELON L'ÂGE  
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE – 31 DÉCEMBRE 1998**

Âge	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
Moins de 1 an	3	1	18	8	116	146
1 an	19	13	114	18	322	486
2 ans	34	66	166	28	394	688
3 ans	38	170	177	19	462	866
4 ans	78	367	187	37	473	1 142
5 ans	65	544	188	25	490	1 312
6 ans	79	603	169	39	556	1 446
7 ans	92	562	188	31	505	1 378
8 ans	88	592	187	40	522	1 429
9 ans	96	509	209	41	499	1 354
10 ans	88	478	217	50	472	1 305
11 ans	94	457	207	55	477	1 290
12 ans	105	438	240	44	556	1 383
13 ans	110	458	260	27	592	1 447
14 ans	103	442	277	52	619	1 493
15 ans	101	385	294	48	585	1 413
16 ans	110	405	288	51	627	1 481
17 ans	136	428	328	62	702	1 656
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>1 439</b>	<b>6 918</b>	<b>3 714</b>	<b>675</b>	<b>8 969</b>	<b>21 715</b>

1. Données réelles au 31 décembre 1998.

**TABLEAU 16****RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON L'ÂGE  
ET LA NATURE DE LA DÉFICIENCE – DONNÉES RÉVISÉES DU 31 DÉCEMBRE 1997**

Âge	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
Moins de 1 an	10	10	85	18	306	429
1 an	26	54	150	28	404	662
2 ans	33	127	186	21	548	915
3 ans	70	323	191	38	530	1 152
4 ans	68	508	191	25	532	1 324
5 ans	78	616	176	44	598	1 512
6 ans	89	579	193	32	541	1 434
7 ans	87	615	192	40	559	1 493
8 ans	95	526	213	41	541	1 416
9 ans	88	501	224	48	488	1 349
10 ans	95	480	211	55	497	1 338
11 ans	105	451	247	44	572	1 419
12 ans	112	478	267	27	597	1 481
13 ans	106	451	280	53	630	1 520
14 ans	101	396	302	50	606	1 455
15 ans	110	413	294	51	636	1 504
16 ans	137	432	334	62	710	1 675
17 ans	143	399	316	55	652	1 565
<b>TOTAL</b>	<b>1 553</b>	<b>7 359</b>	<b>4 052</b>	<b>732</b>	<b>9 947</b>	<b>23 643</b>

TABLEAU 17

**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LA NATURE DE LA DÉFICIENCE ET LA RÉGION – 31 DÉCEMBRE 1998**

Région	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
Bas-St-Laurent	23	163	111	19	283	599
Saguenay – Lac-St-Jean	70	230	228	34	531	1 093
Québec	116	479	352	42	724	1 713
Mauricie	40	227	119	22	305	713
Estrie	57	287	162	27	332	865
Montréal	329	1 662	634	137	1 788	4 550
Outaouais	56	279	199	32	340	906
Abitibi-Témiscamingue	41	153	88	17	234	533
Côte-Nord	21	81	66	14	167	349
Nord-du-Québec	12	34	39	7	47	139
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	30	95	67	14	174	380
Chaudière-Appalaches	72	398	234	33	569	1 306
Laval	70	363	157	35	398	1 023
Lanaudière	85	525	240	36	570	1 456
Laurentides	89	471	245	38	598	1 441
Montérégie	290	1 267	660	138	1 621	3 976
Centre-du-Québec	38	201	113	30	287	669
Autres	-	3	-	-	1	4
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>1 439</b>	<b>6 918</b>	<b>3 714</b>	<b>675</b>	<b>8 969</b>	<b>21 715</b>

1. Données réelles au 31 décembre 1998.

TABLEAU 18

**RÉPARTITION DES ENFANTS HANDICAPÉS, SELON LA NATURE DE LA DÉFICIENCE ET LA RÉGION - DONNÉES RÉVISÉES DU 31 DÉCEMBRE 1997**

Région	Nature de la déficience					TOTAL
	Auditive	Mentale	Motrice	Visuelle	Maladie chronique	
Bas-St-Laurent	27	180	132	22	321	682
Saguenay – Lac-St-Jean	80	255	256	43	585	1 219
Québec	127	523	379	52	815	1 896
Mauricie	41	252	138	22	349	802
Estrie	59	290	171	30	364	914
Montréal	346	1 714	670	148	1 901	4 779
Outaouais	59	300	217	34	390	1 000
Abitibi-Témiscamingue	41	163	101	17	256	578
Côte-Nord	23	88	73	14	193	391
Nord-du-Québec	17	37	42	8	50	154
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	32	99	72	16	195	414
Chaudière-Appalaches	72	431	254	34	621	1 412
Laval	80	386	169	35	442	1 112
Lanaudière	91	553	259	37	640	1 580
Laurentides	98	485	270	42	673	1 568
Montérégie	312	1 365	710	146	1 802	4 335
Centre-du-Québec	41	208	128	31	315	723
Autres	7	30	11	1	35	84
<b>TOTAL</b>	<b>1 553</b>	<b>7 359</b>	<b>4 052</b>	<b>732</b>	<b>9 947</b>	<b>23 643</b>

**TABLEAU 19 RÉPARTITION DES FAMILLES AYANT AU MOINS UN ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION ET LE NOMBRE D'ENFANTS HANDICAPÉS – 31 DÉCEMBRE 1998**

Région	Nombre d'enfants handicapés			TOTAL
	1	2	3 ou plus	
Bas-St-Laurent	567	16	-	583
Saguenay – Lac-St-Jean	1 016	37	1	1 054
Québec	1 581	60	4	1 645
Mauricie	654	26	2	682
Estrie	797	31	2	830
Montréal	4 184	161	14	4 359
Outaouais	835	34	1	870
Abitibi-Témiscamingue	475	29	-	504
Côte-Nord	333	8	-	341
Nord-du-Québec	131	1	2	134
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	356	12	-	368
Chaudière-Appalaches	1 183	46	4	1 233
Laval	929	40	4	973
Lanaudière	1 328	58	4	1 390
Laurentides	1 323	56	2	1 381
Montérégie	3 663	143	9	3 815
Centre-du-Québec	624	19	2	645
Autres	4	-	-	4
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>19 983</b>	<b>777</b>	<b>51</b>	<b>20 811</b>

1. Données réelles au 31 décembre 1998.

**TABLEAU 20 RÉPARTITION DES FAMILLES AYANT AU MOINS UN ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION ET LE NOMBRE D'ENFANTS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS DANS LA FAMILLE – 31 DÉCEMBRE 1998**

Région	Nombre d'enfants de moins de dix-huit ans				TOTAL
	1	2	3	4 ou plus	
Bas-St-Laurent	197	256	103	27	583
Saguenay – Lac-St-Jean	348	465	181	60	1 054
Québec	582	700	287	76	1 645
Mauricie	242	280	117	43	682
Estrie	226	344	189	71	830
Montréal	1 438	1 710	843	368	4 359
Outaouais	270	410	136	54	870
Abitibi-Témiscamingue	151	199	103	51	504
Côte-Nord	121	146	53	21	341
Nord-du-Québec	26	47	33	28	134
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	143	136	71	18	368
Chaudière-Appalaches	334	536	240	123	1 233
Laval	284	429	198	62	973
Lanaudière	393	598	280	119	1 390
Laurentides	396	596	284	105	1 381
Montérégie	1 082	1 695	767	271	3 815
Centre-du-Québec	174	288	130	53	645
Autres	2	2	-	-	4
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>6 409</b>	<b>8 837</b>	<b>4 015</b>	<b>1 550</b>	<b>20 811</b>

1. Données réelles au 31 décembre 1998.

TABLEAU 21

**SOMMES VERSÉES POUR L'ALLOCATION POUR ENFANT HANDICAPÉ, SELON LA RÉGION  
ET LE NOMBRE D'ENFANTS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS DANS LA FAMILLE<sup>(1)</sup> – 1998**  
(en milliers de dollars)

Région	Nombre d'enfants de moins de dix-huit ans				TOTAL
	1	2	3	4 ou plus	
Bas-St-Laurent	289,5	431,8	179,3	47,6	948,2
Saguenay – Lac-St-Jean	540,7	745,6	292,4	108,0	1 686,8
Québec	900,6	1152,2	470,1	137,3	2 660,2
Mauricie	368,1	477,4	202,9	87,4	1 135,7
Estrie	365,6	583,1	325,1	127,1	1 400,9
Montréal	2238,0	2849,7	1417,9	696,5	7 202,1
Outaouais	425,6	681,3	237,7	89,8	1 434,4
Abitibi-Témiscamingue	235,7	356,9	176,1	85,3	854,0
Côte-Nord	188,5	250,3	88,2	31,8	558,8
Nord-du-Québec	46,2	73,3	54,1	44,8	218,4
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	239,1	220,8	119,3	42,9	622,2
Chaudière-Appalaches	510,5	890,0	397,3	241,5	2 039,3
Laval	436,6	703,6	331,0	117,4	1 588,6
Lanaudière	624,6	977,5	485,8	219,6	2 307,4
Laurentides	637,4	974,7	491,0	183,8	2 286,8
Montérégie	1682,6	2787,4	1300,3	495,7	6 266,0
Centre-du-Québec	263,6	480,6	210,8	98,9	1 053,9
Autres	4,1	2,9	0,9	0,6	8,5
<b>TOTAL<sup>(2)</sup></b>	<b>9 997,0</b>	<b>14 639,0</b>	<b>6 780,2</b>	<b>2 856,0</b>	<b>34 272,2</b>

1. La répartition selon la région et le nombre d'enfants est une estimation.

2. L'addition des nombres ne correspond pas toujours au total à cause de leur arrondissement.

# ***L'ALLOCATION À LA NAISSANCE***

---

## **CONDITIONS D'ATTRIBUTION**

L'allocation à la naissance est instaurée en mai 1988 dans le but de fournir une aide supplémentaire aux familles qui donnent naissance à un enfant. Elle s'applique également aux familles qui adoptent des enfants en bas âge.

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale en 1997, l'allocation à la naissance est maintenue seulement pour les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997. Une telle allocation ne peut être versée pour les enfants nés après cette date.

## **VERSEMENT DE L'ALLOCATION**

L'allocation à la naissance, telle qu'elle existe en septembre 1997, varie selon le rang de l'enfant. Si celui-ci est de premier ou de deuxième rang, une somme de 500 \$ est payée le mois suivant sa naissance. L'enfant de deuxième rang donne, de plus, droit à un versement supplémentaire le mois suivant son premier anniversaire, s'il occupe toujours le deuxième rang dans le trimestre précédant son anniversaire.

Les enfants de troisième rang ou de rangs suivants ont droit à un paiement de 400 \$ par trimestre à partir du mois qui suit leur naissance jusqu'au trimestre qui inclut leur cinquième anniversaire, pour un total de 8 000 \$.

L'abolition de l'allocation à la naissance fait en sorte qu'en 1998, seuls les enfants suivants donnent droit à une allocation :

- les enfants de deuxième rang qui ont atteint un an en 1998 ;
- les enfants de troisième rang ou de rangs suivants âgés de moins de 5 ans.

Dans les deux cas, ces enfants doivent être nés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

TABLEAU 22

**NOMBRE DE FAMILLES ET D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRES<sup>(1)</sup> DE L'ALLOCATION  
À LA NAISSANCE ET SOMMES VERSÉES DE 1988 À 1998**  
(en milliers de dollars)

Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants <sup>(2)</sup>			Sommes versées
		Garçons	Filles	Garçons et filles	
1988 <sup>(3)</sup>	74 350	39 445	36 939	76 384	47 688,7
1989	136 329	73 309	68 164	141 473	100 454,8
1990	166 563	91 496	84 437	175 933	136 082,8
1991	181 045	99 634	94 531	194 165	162 946,8
1992	185 112	102 512	97 289	199 801	177 168,8
1993	185 172	103 077	97 489	200 566	182 326,1
1994	184 520	103 050	97 440	200 490	186 361,5
1995	182 534	101 670	97 101	198 771	184 107,4
1996	177 556	98 670	94 903	193 573	189 461,0
1997 <sup>(4)</sup>	162 218	90 364	86 820	177 184	177 309,5
1998	89 545	50 283	48 456	98 739	119 618,3

1. Un enfant est considéré comme bénéficiaire s'il a reçu au cours de l'année au moins un paiement à titre d'allocation à la naissance.

2. La répartition selon le sexe est une estimation.

3. Le programme a débuté en mai 1988.

4. Le programme a pris fin le 30 septembre 1997. Les enfants déjà inscrits conservent leurs droits.

